

30 octobre 2018

(18-6815)

Page: 1/6

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

**RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIVITÉS LIÉES AUX MESURES SPS
DU CENTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL (ITC)
(JUILLET-OCTOBRE 2018)**

La communication ci-après, reçue le 29 octobre 2018, est distribuée à la demande de l'ITC.

Le Centre du commerce international (ITC) poursuit ses efforts pour aider les entreprises à respecter les prescriptions techniques. Des renseignements actualisés sur certaines activités liées aux mesures SPS qui présentent un intérêt particulier pour les Membres de l'OMC sont communiqués ci-après.

1 PROJETS

1.1 Afghanistan: assistance liée au commerce (août 2016-juillet 2019/Donateur: Union européenne)

1.1. Ce projet vise à renforcer les capacités humaines et institutionnelles pour la formulation et la mise en œuvre de politiques et de stratégies commerciales, notamment en ce qui concerne la gestion de la qualité et les mesures SPS. Le Ministère du commerce et de l'industrie est le principal interlocuteur de ce projet, et le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, le Ministère de la santé, l'Organisme national de normalisation et les associations sectorielles concernées comptent parmi les bénéficiaires.

1.2. L'ITC aide les organismes afghans tels le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, l'Organisme national de normalisation et le Ministère de la santé à mettre en œuvre les mesures prioritaires définies dans les plans d'action quinquennaux énoncés dans le document relatif à la stratégie d'exportation nationale (SEN) concernant la **gestion de la qualité/les mesures SPS et le safran en tant que secteur pilote prioritaire** (les documents relatifs à la SEN sont disponibles à l'adresse http://www.intracen.org/AAT/Resources_and_documents/).

1.3. Les services de conseil fournis et les activités de sensibilisation et de renforcement des capacités menées portent sur:

- **la sensibilisation aux normes et à la qualité:** un guide sur les prescriptions relatives à la qualité (y compris les mesures SPS) applicables au safran afghan, qui est destiné aux marchés européen, indien et chinois, sera lancé fin 2018, avec la célébration de la Journée mondiale de la normalisation le 23 octobre a réuni plus de 200 participants;
- **l'élaboration d'une politique nationale en matière de qualité:** les parties prenantes examinent actuellement le projet de document de travail, et des réunions de consultations sont organisées;
- **la mise en place de la certification des systèmes de gestion:** en octobre 2018, des cours pour responsables d'audit portant sur la norme ISO 9001 ont été organisés en Inde à l'intention de 15 participants (auditeurs potentiels), et des cours pour responsables d'audit portant sur la norme ISO 22000 auront lieu en novembre/décembre 2018;
- **le renforcement des capacités SPS dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires:** une note descriptive sur la création d'une autorité de sécurité sanitaire des produits alimentaires a été transmise au Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et de l'élevage, au Ministère de la santé et au Ministère du commerce et de

l'industrie, et une formation en détachement de deux semaines a été organisée en Inde à l'intention de huit responsables de la sécurité sanitaire des produits alimentaires avec le concours de l'Autorité de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des normes alimentaires de l'Inde (FSSAI) (26 novembre-7 décembre 2018);

- **le renforcement du service de métrologie:** la loi sur la métrologie légale a été élaborée et est actuellement à l'examen, et en octobre 2018, une formation en détachement de deux semaines a été organisée à Sri Lanka à l'intention du chef du département de métrologie de l'Organisme national de normalisation;
- le renforcement des points d'information nationaux sur les obstacles techniques au commerce (OTC) et les mesures SPS ainsi que de **l'autorité nationale responsable des notifications:** un suivi est en cours avec les secrétariats du Comité SPS et du Comité OTC de l'OMC en vue de l'organisation d'une formation commune.

1.2 Myanmar: amélioration de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et de la conformité aux mesures SPS afin d'accroître les revenus d'exportation de la chaîne de valeur des graines oléagineuses (août 2015 - Projet prolongé jusqu'en février 2019/STDF 486)

1.4. Le projet est exécuté par l'ITC en étroite collaboration avec le Ministère du commerce (MyanTrade) et le Département de l'agriculture.

1.5. Une assistance technique et un appui au renforcement des capacités sont fournis afin d'assurer le respect des normes SPS tout au long des chaînes de valeur du sésame, des arachides et du tournesol, des agriculteurs aux exportateurs. Des agents qualifiés du Département de l'agriculture et un noyau de quatre agents de vulgarisation travaillant sous la direction du consultant national pour les bonnes pratiques agricoles assurent un suivi régulier, auprès de plus de 300 agriculteurs, de la mise en œuvre des bonnes pratiques agricoles, de l'utilisation sûre des pesticides, des techniques après récolte et de l'analyse des sols et des nutriments. Les agriculteurs présentent des demandes pour obtenir la certification nationale de bonnes pratiques agricoles. L'agriculture sous contrat et les relations avec les exportateurs sont facilités pour les agriculteurs (c'est-à-dire qu'un contrat est signé entre le collecteur bénéficiaire et les agriculteurs, aux termes duquel les agriculteurs qui ont mis en œuvre le système de bonnes pratiques agricoles bénéficient de prix supérieurs de 2 à 3% à ceux du marché local).

1.6. Une série d'ateliers ont été organisés pour élaborer un manuel sur le contrôle de la qualité dans les centres de collecte, que les auteurs nationaux sont en train de compiler. Il est prévu d'achever ce manuel et d'organiser une formation sur la base de celui-ci pour décembre 2018.

1.7. Les activités d'aide et d'accompagnement dont bénéficient onze entreprises et formateurs/conseillers dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires se poursuivent. Deux entreprises supplémentaires ont obtenu la certification HACCP par une tierce partie et trois ont fait l'objet d'une vérification. Le 9 août 2018, un atelier de sensibilisation à la sécurité sanitaire des produits alimentaires, intitulé "Des aliments plus sûrs, des vies plus saines, un Myanmar prospère" a été organisé à l'intention de 140 participants (dont 75% de femmes) à l'Université technologique de Mandalay, où des formateurs/conseillers et des entreprises ont aussi présenté leurs données d'expérience en matière d'application du système HACCP. Un examen a eu lieu à Mandalay pour les formateurs/conseillers. Un atelier consacré à l'échange de données d'expérience a eu lieu le 4 août 2018 dans l'État de Kayah entre les formateurs/conseillers formés dans le cadre du projet du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) sur les graines oléagineuses et ceux formés dans le cadre du projet NTF IV de l'ITC. Les 5 et 6 août, un formateur/conseiller a aussi assisté à un cours de synthèse sur l'hygiène avec les formateurs/conseillers de Kayah pour examen et suivi du plan d'activités entre les formateurs/conseillers de Kayah et ceux de Mandalay.

1.8. Le voyage d'étude en Thaïlande (7-14 octobre) effectué par 15 agriculteurs, collecteurs, exportateurs et fonctionnaires de ministères leur a permis de comprendre les bonnes pratiques agricoles, les bonnes pratiques d'hygiène et les pratiques concernant les systèmes HACCP tout au long des chaînes de valeur ainsi que les besoins du marché.

1.9. Sur les réseaux sociaux, la page du projet (<http://www.facebook.com/itcoilseedsmyanmar>) est suivie par près de 1 300 abonnés.

1.3 Myanmar: développement du tourisme inclusif axé sur l'État de Kayah (consolidation) et sur l'État de Tanintharyi (extension) (NTF IV) (1^{er} décembre 2017-30 juin 2021/Donateur: Pays-Bas)

1.10. Le projet NTF IV Myanmar fait partie du programme du Fonds d'affectation spéciale des Pays-Bas IV (NTF IV), dont l'objectif est d'augmenter la compétitivité des producteurs et des exportateurs de certains secteurs dans les pays en développement prioritaires. Le projet NTF IV Myanmar s'appuie sur les résultats du projet "NTF III Myanmar – Tourisme inclusif dans l'État de Kayah" en étendant le développement des produits touristiques à un autre État du Myanmar (Tanintharyi) et en consolidant les résultats obtenus au niveau national et au niveau de l'État de Kayah. Le résultat intermédiaire de ce projet concernant les mesures SPS vise à améliorer la qualité des services fournis dans les hôtels, les restaurants et les établissements où l'on manipule des aliments, une attention particulière étant accordée à la sécurité sanitaire des produits alimentaires dans les régions de Kayah et de Tanintharyi du Myanmar. Cinq formateurs/conseillers formés dans le cadre du projet NTF III sur l'hygiène sont maintenant chargés de l'accompagnement des opérateurs et de la sensibilisation aux questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires. Un atelier consacré à l'échange de données d'expérience a été organisé avec les formateurs/conseillers formés dans le cadre du projet du FANDC sur les graines oléagineuses (voir ci-dessus), et une formation de remise à niveau sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires et un suivi avec les opérateurs ont eu lieu en août 2018. Des vidéos sont disponibles sur la page Facebook du projet (Myanmar inclusive tourism project with special focus on Kayah State (ITC)).

1.4 Sri Lanka: étude de faisabilité pour la création de valeur ajoutée dans le secteur des fruits et légumes (1^{er} octobre 2017- Projet prolongé jusqu'au 31 mars 2018/STDF PPG 576)

1.11. L'élaboration de l'étude de faisabilité sur la création de valeur ajoutée pour cinq cultures d'exportation (ananas, papaye, banane, mangue et fruit de la passion) se poursuit et est liée à la Stratégie nationale d'exportation des aliments transformés, qui a été approuvée récemment. En avril 2018, un expert international de l'ITC à Sri Lanka a effectué une deuxième mission de collecte de données. Un voyage d'étude en Italie (juin 2018) a permis à 14 participants (exportateurs, membres de l'association F&V et représentants du Ministère du commerce) de se familiariser avec le processus d'inspection, de certification, de transformation, de conditionnement et de production biologique, la structure coopérative et les liens avec les marchés. À la suite de ce voyage d'étude, Noberasco, entreprise dominante dans le secteur de la déshydratation et partenaire potentiel, a effectué en août 2018 une deuxième mission à Sri Lanka pour évaluer les chaînes de valeur biologiques. Un accord de partenariat est à l'examen. Un plan stratégique quinquennal et un plan opérationnel à court terme pour l'Association sri-lankaise de producteurs, de transformateurs et d'exportateurs de fruits et légumes (LFVPPEA) sont en cours d'élaboration, et plusieurs tables rondes et réunions ont été organisées avec ses membres. Il est prévu de tenir début novembre 2018 un forum sectoriel pour présenter le projet de l'étude de faisabilité et de la stratégie.

1.5 Tadjikistan: assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles au moyen d'un système amélioré de sécurité sanitaire des produits alimentaires (STDF) (mars 2018-2021/STDF PG/447)

1.12. Ce projet vise à améliorer la compétitivité à l'exportation des petites et moyennes entreprises tadjikes et la sécurité sanitaire des produits alimentaires en utilisant mieux les produits agrochimiques et les médicaments vétérinaires, dans les secteurs des abricots et du miel.

1.13. Le projet en est à sa phase de lancement. L'Accord entre l'ITC et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a été élaboré et signé par l'ITC le 8 octobre 2018 (pas encore signé par la FAO) pour mettre en œuvre des activités liées notamment au résultat 1 "Établissement et application d'un système de réglementation et de contrôle de l'utilisation des produits agrochimiques et des médicaments vétérinaires". Les activités liées à la collecte de données de référence (1.1), à l'évaluation des besoins des laboratoires (1.7) et à l'accès au financement (3.1) se poursuivent avec la réalisation de deux missions d'experts internationaux (une en août 2018 et l'autre du 22 octobre au 2 novembre) et la collecte de données par des consultants et des enquêteurs nationaux. La première mission menée conjointement par l'ITC et la FAO pour lancer le projet et organiser l'atelier de validation de la collecte de données de référence devrait avoir lieu du 19 au 22 novembre 2018.

1.6 Gambie: projet d'autonomisation des jeunes (janvier 2017-décembre 2020/ Donateur: Union européenne)

1.14. Afin de créer des emplois pour les jeunes, l'ITC soutient l'amélioration du respect des normes internationales et des prescriptions sur le marché par les produits gambiens, y compris dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture. Après l'organisation d'une formation sur les pratiques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires et les bonnes pratiques d'hygiène à l'intention de 20 formateurs de jeunesse, une autre formation concernant l'analyse des risques et la maîtrise des points critiques a été dispensée avec la participation d'entreprises. Des visites d'entreprise ont été organisées pour assurer une formation sur place et effectuer des évaluations diagnostiques. Une aide complémentaire est fournie à un certain nombre d'entreprises.

1.7 Soudan: accession à l'OMC (mars 2018-février 2019/Donateur: Japon)

1.15. Pour soutenir l'accession du Soudan à l'OMC, l'ITC aide à rendre opérationnelle l'autorité nationale responsable des notifications et le point d'information SPS national en élaborant des procédures opératoires et des lignes directrices pour l'application de ces procédures. Les décideurs, les institutions clés et les entreprises ont été sensibilisés à l'Accord OTC et à l'Accord SPS de l'OMC. Un projet de procédures opérationnelles normalisées pour le bon fonctionnement des points d'information sur les OTC et les mesures SPS et de l'autorité nationale responsable des notifications a été élaboré et les fonctionnaires concernés ont été formés pour rendre ces services opérationnels.

1.8 Programme d'amélioration de l'accès aux marchés pour le Burundi (MARKUP) (juillet 2018-juin 2022/Donateur: Union européenne)

1.16. L'ITC va réaliser un nouveau projet pour améliorer les services d'infrastructure qualité afin de faciliter le respect des mesures SPS et des règlements techniques au Burundi, en accordant une attention particulière aux secteurs du café et du thé. Le projet sera axé sur le renforcement du cadre national d'infrastructure qualité, des services d'inspection et de certification, et des services de vulgarisation liés à la qualité, ainsi que sur l'amélioration des capacités d'essai des laboratoires pour le café/le thé.

1.17. La mission de lancement du projet est prévue pour le 30 octobre 2018 et comprendra une évaluation et un bilan des évolutions dans l'infrastructure qualité nationale.

1.9 Oman – Table ronde des parties prenantes sur les mesures non tarifaires et ateliers sur la gestion de la qualité à l'exportation (septembre/octobre 2018)

1.18. En coopération étroite avec l'Office public de promotion des investissements et de développement des exportations, l'ITC a organisé le 30 septembre 2018 à Oman une table ronde des parties prenantes sur les mesures non tarifaires (MNT) pour présenter les résultats de l'enquête sur les MNT. Sur la base des discussions qui s'y sont tenues et d'autres recherches, le rapport sur les MNT concernant Oman sera finalisé.

1.19. Toujours à la demande de l'Office public de promotion des investissements et de développement des exportations, l'ITC a organisé à Mascate et à Salalah deux ateliers sur la gestion de la qualité à l'exportation à l'intention d'une soixantaine de participants du secteur privé. Les perspectives commerciales offertes par l'Accord OTC et l'Accord SPS de l'OMC ont été mises en évidence lors de ces événements.

1.10 Soutien de la facilitation des échanges entre les Parties à l'ALEEC (janvier 2017-décembre 2019/Donateur: Union européenne)

1.20. L'ITC aide les Parties à la Zone de libre-échange de l'Europe centrale (ALEEC) à accroître le commerce et la compétitivité dans la région. En vue de réduire et à terme de supprimer les mesures non tarifaires ayant le plus d'effet de distorsion pour les produits prioritaires ayant une importance économique particulière pour la région, l'ITC a effectué une étude diagnostique approfondie dans toutes les Parties à l'ALEEC afin de comprendre les obstacles liés à la qualité et les difficultés qui entravent le commerce dans la région. En avril/mai 2018, l'ITC a identifié et analysé les normes, les règlements techniques et les mesures OTC/SPS applicables à diverses chaînes de valeur des légumes et de fer et d'acier dans toutes les Parties à l'ALEEC. Un rapport de synthèse sur le diagnostic des

problèmes liés aux OTC et aux mesures SPS dans ces secteurs, fondé sur les rapports nationaux, a été élaboré et présenté lors d'un atelier régional de validation organisé à Pristina en septembre 2018.

1.11 Projet de développement de l'industrie de la noix de coco pour les Caraïbes (2015-2018/Donateurs: Union européenne et secrétariat ACP)

1.21. En partenariat avec l'Institut de recherche et de développement agricoles des Caraïbes, l'ITC travaille avec les parties prenantes à chaque étape de la chaîne de valeur pour susciter des réponses aux besoins du marché de manière collective et mutuellement avantageuse. Le projet s'inscrit dans le cadre d'un programme "intra-ACP" qui est financé par l'Union européenne et qui vise à favoriser le commerce, la création de valeur ajoutée et la production dans l'ensemble du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'ITC met en œuvre la méthode "Alliances for Action": une approche centrée sur le système de marché et sur les producteurs et qui vise à améliorer la gestion du secteur et à obtenir des résultats à grande échelle par la création de partenariats axés sur le marché pour réduire les risques liés aux investissements dans le secteur, renforcer l'intégration dans les chaînes de valeur, fournir un appui technique, harmoniser les politiques et renforcer les capacités institutionnelles locales.

1.22. Onze pays des Caraïbes sont concernés: Antigua-et-Barbuda, Barbade, Belize, Dominique, Guyana, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.

1.23. Les activités liées aux mesures SPS sont les suivantes: plus de 500 sessions de formation ont été dispensées à plus de 1 700 agriculteurs sur les bonnes pratiques agricoles et la gestion intégrée de la lutte contre les parasites des noix de coco et des cultures associées; création de 23 parcelles de démonstration des meilleures pratiques agricoles dans la production de noix de coco, diversification des cultures et la gestion intégrée de la lutte contre les parasites; élaboration de protocoles de surveillance et de plans d'intervention d'urgence pour lutter contre les parasites et les maladies affectant les cocotiers dans les Caraïbes; réalisation d'une analyse des risques phytosanitaires visant à évaluer les risques liés à l'importation de matériel de plantation de noix de coco de qualité dans les Caraïbes; révision de la norme régionale de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) pour l'eau de coco naturelle conditionnée, en collaboration avec l'Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ).

1.12 Géorgie, Arménie, Partenariat oriental: Ready to Trade – Une initiative EU4Business (2017-2020/Donateur: Union européenne)

1.24. Le projet aide les petites et moyennes entreprises (PME) des pays du Partenariat oriental à s'intégrer dans les chaînes de valeur mondiales et à accéder à de nouveaux marchés, en particulier l'Union européenne (UE).

1.25. Deux ateliers interactifs sur la gestion de la qualité à l'exportation à l'intention des entreprises sont prévus en Géorgie (Tbilissi, 26 et 27 novembre 2018) et en Arménie (Erevan, 28 et 29 novembre). Les sujets abordés porteront également sur les mesures SPS, les prescriptions relatives au marché de l'UE ainsi que l'Accord OTC et l'Accord SPS de l'OMC. À la suite de ces ateliers, un groupe pilote de PME bénéficieront d'un encadrement, d'une formation et de conseils dans les domaines identifiés lors de l'atelier.

1.13 Atelier SPS thématique sur les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation organisé par l'OMC à Genève (Suisse) les 9 et 10 juillet 2018

1.26. La section Facilitation des échanges et politiques pour l'entreprise de l'ITC a participé à la séance 5 de la table ronde, intitulée "Possibilités de mobilisation de ressources pour le renforcement des capacités SPS afin de soutenir la mise en œuvre de l'Annexe C". L'ITC a présenté son approche intégrée en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités pour bâtir des échanges sûrs et efficaces. Cette unité offre les compétences des équipes de l'ITC chargées de la facilitation des échanges et de la qualité aux fins du commerce.

MNT – autres informations:

Les publications relatives aux MNT, y compris les comptes rendus des enquêtes par pays, peuvent être consultées gratuitement à l'adresse suivante: <http://www.intracen.org/publications/ntm>. Les résultats des enquêtes sont disponibles sous une forme plus interactive à l'adresse suivante: <http://www.ntmsurvey.org>. Pour des renseignements complémentaires sur le programme de l'ITC relatif aux mesures non tarifaires, veuillez adresser un courriel à l'adresse suivante: ntm@intracen.org.

Pour de plus amples renseignements:

Ludovica Ghizzoni, Conseillère en gestion de la qualité à l'exportation, ITC
Tél: +41 22 730 06 38 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: ghizzoni@intracen.org

Khemraj Ramful, Conseiller principal en gestion de la qualité à l'exportation, ITC
Tél: +41 22 730 04 87 – Fax: +41 22 730 05 76 – Courriel: ramful@intracen.org

Gestion de la qualité à l'exportation

Site Web: <http://www.intracen.org/eqm>
Twitter: <http://www.twitter.com/ITCstandards>
